



Participants à la quatrième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des PCR, tenue les 22 et 23 mai 2013 à Lima (Pérou).

# Processus consultatifs régionaux sur la migration (PCR)

L'OIM est attachée au principe selon lequel des migrations qui s'effectuent en bon ordre et dans le respect de la dignité humaine sont bénéfiques aux migrants et à la société. En tant qu'organisme intergouvernemental, l'OIM collabore avec ses partenaires au sein de la communauté internationale pour : contribuer à relever les défis de la migration sur le plan pratique ; favoriser la compréhension des questions de migration ; promouvoir le développement économique et social grâce à la migration ; et œuvrer au respect effectif de la dignité humaine et du bien-être des migrants.

## Qu'est-ce qu'un PCR ?

Un processus consultatif régional sur la migration (PCR) est une enceinte de discussion et de partage d'informations restreinte, ouverte aux Etats qui souhaitent promouvoir la coopération dans le domaine de la migration.

## Caractéristiques des PCR\*

- Ce sont des réunions régionales *périodiques* consacrées à l'examen d'une ou de plusieurs questions migratoires précises. Ce sont des processus, et non des manifestations ponctuelles ;
- Ils sont *informels*, c'est-à-dire que les participants n'occupent pas de position de négociation pour défendre des intérêts ou des points de vue nationaux ;
- Ils sont *non contraignants*, c'est-à-dire que les Etats ne négocient pas de règles obligatoires ni ne sont obligés d'adopter des réformes après une réunion ;
- Ils ont été délibérément *créés pour s'occuper exclusivement de questions de migration* ;
- Ils réunissent les pays d'une « région », selon la portée de la question migratoire considérée. Le terme « régional » s'entend le plus souvent au sens géographique, mais il est parfois employé au sens figuré pour désigner une communauté d'Etats animés du même esprit sur les questions de migration ;
- Ils ne sont pas, pour la plupart, *officiellement liés à des institutions régionales formelles*. Cependant, ils sont souvent ancrés dans leur contexte régional et entretiennent des relations complexes avec les organismes, associations et processus d'intégration régionaux.

\*Pour de plus amples informations, voir OIM (2010), *An Assessment of Principal Regional Consultative Processes on Migration*, MRS n° 38, et OIM (2013), *Regional Inter-State Consultative Mechanisms on Migration: Approaches, Recent Activities and Implications for Global Governance of Migration*, MRS n° 45, disponibles en ligne à l'adresse : <http://publications.iom.int/bookstore>.



Organisation internationale pour les migrations (OIM)

## Effets des PCR sur la gouvernance des migrations

- **Définition d'un programme et des questions en jeu**

En permettant à leurs membres de dégager des intérêts communs, et aux Etats de mieux comprendre les points de vue des uns et des autres, les PCR favorisent le dialogue, le partage d'informations et la concertation sur les questions de migration entre les Etats. La plupart d'entre eux ont pour objectif déclaré l'échange d'informations et une meilleure compréhension des questions migratoires. C'est également dans ces domaines que les PCR influent de manière particulièrement déterminante sur la gouvernance des migrations.

- **Recherche d'un consensus et convergence des positions**

Des PCR bien établis et opérationnels peuvent renforcer les réseaux de fonctionnaires relevant de différents ministères d'un même gouvernement qui, sinon, ne se rencontreraient pas, jetant ainsi les bases d'une coopération, d'une concertation et d'une cohérence accrues au niveau national. Les PCR peuvent aussi conduire à une harmonisation de fait des politiques à l'intérieur d'une région, même si tel n'est pas leur objectif déclaré.

- **Evolution des pratiques, des politiques et du droit de la migration**

Bien que les PCR ne visent pas à mettre en place de nouvelles politiques, l'appartenance à de tels processus a amené les Etats à : 1) réexaminer, créer et/ou modifier la législation sur la migration. Il n'est pas rare que leur participation à un PCR se soit également traduite par une meilleure application des politiques existantes. 2) Renforcer les capacités des fonctionnaires chargés de la migration, grâce à une participation régulière à des ateliers et des séminaires au niveau technique. Ces ateliers assurent une formation et fournissent des informations à des personnes s'occupant quotidiennement de questions de gestion des migrations.

### Conditions d'un fonctionnement optimal

- **Adhésion pleine et entière des Etats**

Pour qu'un PCR soit efficace, il doit impérativement reposer sur un solide engagement des Etats, notamment **financier**. Cependant, cet engagement consiste aussi à établir l'ordre du jour des réunions et à tenir pleinement compte des incidences des débats menés au sein du PCR sur les politiques et les pratiques de migration nationales. Inévitablement, la nature et les effets de ces débats seront aussi fortement influencés par la qualité de la participation. En outre, la **participation régulière aux réunions** au niveau approprié et avec les compétences techniques

requis sont absolument nécessaires pour qu'un PCR porte du fruit et que ses membres en retirent des avantages.

- **Choix mûrement réfléchi des questions**

Surtout au début, avant qu'un climat de confiance ne s'instaure, les PCR **débattraient des questions plus faciles à gérer et d'activités pratiques**. En se saisissant d'un trop grand nombre de questions à la fois, ils risquent de se disperser, sauf s'ils sont correctement gérés, par exemple grâce à un **système de groupes de travail**. La migration est un domaine dynamique en constante évolution, et la viabilité d'un PCR se mesure aussi à l'aune de sa capacité à s'adapter à des réalités fluctuantes. En organisant des consultations régulières, les PCR sont capables **d'évoluer parallèlement aux nouvelles priorités et aux défis émergents**.

- **Caractère informel et formel**

De nombreux PCR sont attachés à leur caractère informel (c'est-à-dire non politique, ce qui ne signifie pas absence de procédures) qui, selon eux, ajoute une grande « valeur ajoutée » à leur mode de fonctionnement, étant entendu qu'il existe des gradations dans leur caractère « formel/informel ». Des procédures sont en place pour éviter que leur « caractère informel » ne les réduise à un simple lieu de rencontre et de discussions. Par exemple, leurs plans d'action constituent des déclarations d'intention qui leur permettent d'instituer des mécanismes propices à l'action. Les accords qui en résultent ne doivent pas être nécessairement directifs, mais doivent plutôt viser à faire avancer le processus en douceur.

- **Modalités de fonctionnement**

Les modalités de fonctionnement, qui précisent l'organisation des travaux et la structure organique d'un PCR, garantissent sa capacité de fonctionner ainsi que la continuité de son action. Pour être efficaces, les modalités de fonctionnement doivent être complètes et adaptées aux particularités de chaque PCR. Entre autres, elles doivent indiquer le **mode de direction** qui sera adopté, par exemple une présidence temporaire ou permanente. Dans certains cas, un groupe directeur assistera la présidence en fixant l'ordre du jour, en établissant des rapports sur certaines activités, ou en organisant des sessions thématiques. Un **secrétariat fonctionnel** peut être mis en place pour aider la présidence à organiser les réunions, à préparer et à diffuser des communications aux Etats participants, et à mettre en œuvre les activités de suivi.

Il est apparu qu'une **structure de réunions régulières à deux niveaux** est utile pour aider à atteindre les objectifs des PCR : les groupes de travail et les séminaires, composés d'experts techniques, se prêtent particulièrement bien à

des échanges d'informations, au renforcement des capacités et à la collecte et à la comparaison de données. Les réunions ministérielles, pour leur part, sont plus indiquées pour adopter des décisions stratégiques, coordonner des positions communes, et donner corps au contenu des discussions.

- **Fin d'un processus**

Les PCR ont vocation à servir les intérêts des Etats et à remplir des fonctions qui ne peuvent être assurées par des organismes internationaux ou des traités multilatéraux. Lorsqu'ils ne servent plus les intérêts des Etats, ou lorsque ces intérêts sont défendus par d'autres organismes régionaux, rien n'empêche de clore un processus.

## Réunions mondiales et relations avec d'autres enceintes et partenaires

- **Réunions mondiales des présidents et secrétariats des PCR**

Ces dernières années, les échanges d'informations et de bonnes pratiques entre PCR se sont considérablement accrus. En 2005, l'OIM et l'ancienne Commission mondiale sur les migrations internationales (GCIM) avaient organisé la **première Réunion mondiale des PCR**, qui avait réuni les secrétariats de neuf PCR, ainsi que les gouvernements qui en assuraient la présidence. Les participants avaient reconnu l'intérêt de tels échanges, et souligné l'importance d'organiser davantage de réunions de ce genre à l'avenir.

En 2009, la **deuxième Réunion mondiale des PCR**, organisée conjointement par le Gouvernement royal thaïlandais et l'OIM, a réuni une soixantaine de participants représentant 13 PCR. Dans le prolongement de l'une des recommandations clés de cette réunion, l'OIM a créé sur son site web une rubrique complète consacrée aux PCR. Cet espace fait office de plate-forme de diffusion volontaire d'informations et d'accès aux informations sur les activités et les plans de travail des uns et des autres, facilitant ainsi l'enrichissement mutuel des régions<sup>1</sup>. Cette réunion a également recommandé que des réunions mondiales de PCR se tiennent tous les deux ans.

Organisée par le Gouvernement du Botswana en collaboration avec l'OIM en 2011, la **troisième Réunion mondiale des PCR** avait pour thème général *Renforcer la coopération dans le domaine de la migration par le dialogue et le renforcement des capacités*. Quelque 75 représentants de secrétariats de PCR et de gouvernements qui en assuraient la présidence ont assisté à cette rencontre. Les participants ont débattu des échanges entre les PCR et des mécanismes complémentaires de coopération internationale sur la migration à l'échelle régionale, ainsi que

des relations avec le Forum mondiale sur la migration et le développement (FMMD). Ils ont aussi exprimé leurs attentes face au Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement des Nations Unies, organisé en 2013.

La **quatrième Réunion mondiale**, organisée à Lima (Pérou) en 2013, avait réuni une soixantaine de participants représentant 14 PCR. Elle avait pour thème général *Définir la place des PCR dans un paysage migratoire mondial en mutation*. Dans la perspective du Dialogue de haut niveau, les participants ont réfléchi aux synergies susceptibles d'être réalisées avec d'autres processus et enceintes s'occupant de questions de migration à l'échelle mondiale et interrégionale.

La **cinquième Réunion mondiale des PCR** se tiendra en octobre 2015 au Caire (Egypte), au siège de la Ligue des Etats arabes, qui en assure l'organisation.

- **Echanges avec d'autres enceintes**

Après le Dialogue de haut niveau des Nations Unies tenu en 2006 et la création du FMMD en 2007, celui-ci a examiné la question des PCR à toutes ses réunions annuelles, en s'intéressant plus particulièrement au rôle qu'ils ont joué ou qu'ils pourraient jouer pour stimuler la coopération inter-Etats en matière de gouvernance des migrations, notamment sous l'angle du lien entre la migration et le développement. Reconnaissant que le FMMD est la seule tribune mondiale au sein de laquelle les Etats peuvent débattre de la migration et du développement, de nombreux PCR non seulement ont tenté d'influencer le FMMD par leurs contributions, mais ont aussi été influencés par ses conclusions, comme en témoignent certains des thèmes choisis.

- **Autres partenaires**

Les **organisations de la société civile** sont, régulièrement ou ponctuellement, invitées par certains PCR à contribuer en tant qu'observateurs à certaines discussions thématiques.

Les **organisations internationales** apportent un précieux soutien aux PCR, non seulement en assurant des fonctions de secrétariat (voir le tableau au verso), mais aussi en tant que partenaires. L'OIM, par exemple, participe à plusieurs PCR en diverses qualités, le plus souvent en tant que secrétariat, mais aussi en tant qu'expert technique à la demande des Etats participants – pour effectuer des recherches, mettre en œuvre des activités de projet qui ont été décidées, fournir des orientations de politique générale ou exécuter des activités de renforcement des capacités. Le HCR et le CIDPM fournissent également un soutien aux PCR, dans le cadre de relations institutionnalisées ou ponctuellement.

<sup>1</sup> Voir [www.iom.int/cms/rpc](http://www.iom.int/cms/rpc).



Aperçu des principaux PCR<sup>2</sup>

PCR	Pays participants	Secrétariat	Principaux domaines de discussion/Priorités actuelles	
Région : Europe et ex-Union soviétique				
Processus de Budapest	49 pays	Centre international pour le développement des politiques migratoires (CIDPM)	• Migration dans les régions de l’Europe du Sud-Est, de la mer Noire et de la route de la soie	
Processus de Prague	50 pays	CIDPM	• Coopération sur les questions de migration et gestion des migrations • Asile ; migration irrégulière • Migration et développement	
Région : Amériques et Caraïbes				
Processus de Puebla	11 pays	Secrétariat technique bénéficiant du soutien de l’OIM	• Politiques migratoires et gestion des migrations • Droits humains des migrants ; migration et développement	
SACM	12 pays	Secrétariat technique bénéficiant du soutien de l’OIM	• Migration et développement • Droits des migrants • Intégration, échange d’informations et statistiques • Traite et trafic illicite d’êtres humains	
Région : Méditerranée occidentale				
Dialogue 5 + 5	10 pays	Aucun secrétariat officiel (par le passé, l’OIM a fourni un soutien technique et logistique sur demande)	• Tendances de la migration • Migration irrégulière • Migration et développement • Migration et santé • Droits et obligations des migrants	
MTM	45 pays	CIDPM	• Renforcement des capacités • Projets opérationnels avec une composante de dialogue • Diffusion des résultats des projets et dialogue • Migration et développement	
Région : Afrique				
PCR de l’IGAD	7 pays	Secrétariat de l’IGAD, en collaboration avec la Commission de l’UA et l’OIM	• Cohérence des politiques en matière de migration • Renforcement des capacités institutionnelles régionales • Migration et développement • Intégration	
MIDSA	15 pays	Aucun secrétariat officiel ; l’OIM apporte un soutien technique et administratif	• Migration irrégulière • Migration et santé • Renforcement des capacités en matière de gestion des migrations • Migration de main-d’œuvre	
MIDWA	15 pays	Aucun secrétariat officiel ; l’OIM soutient des activités ciblant à la fois les institutions de la CEDEAO et les États membres	• Protection des droits des migrants • Contribution des migrants au développement • Campagne d’information et de sensibilisation • Migration de main-d’œuvre • Traite et trafic illicite d’êtres humains	
PCR de la COMESA	19 pays	A l’étude	• Migration et développement • Migration et commerce • Migration irrégulière • Traite et trafic illicite	• Migration et santé • Migration forcée • Migration de main-d’œuvre • Collecte de données et enquêtes
DIMAC	10 pays	A l’étude	A l’étude	
Région : Asie et Océanie				
Dialogue d’Abou Dhabi	20 pays (11 pays du Processus de Colombo + 9 pays de destination asiatiques)	Une structure de soutien à Abou Dhabi est à l’étude	• Connaissance de l’évolution du marché du travail et des profils de compétences • Mise en correspondance de l’offre et de la demande de main-d’œuvre • Cadre multilatéral régional sur la mobilité de la main-d’œuvre contractuelle temporaire	
Processus de Colombo	11 pays	L’OIM assure le secrétariat depuis la création du processus	• Fourniture de services aux travailleurs contractuels temporaires d’outre-mer • Optimisation des avantages d’une migration organisée de la main-d’œuvre • Renforcement des capacités, collecte de données et échange d’informations	
Processus d’Almaty	7 pays	L’OIM et le HCR assurent, ces deux prochaines années, les fonctions de l’Unité d’appui par l’intermédiaire de leurs structures actuelles au Kazakhstan, en attendant la poursuite des discussions sur sa composition	• Migration irrégulière • Immigration, gestion des frontières, sécurité • Traite et trafic illicite d’êtres humains • Droits humains des migrants • Asile et réfugiés • Migration et changement climatique	• Crises humanitaires • Migration de main-d’œuvre • Migration et développement • Migration et santé • Sexospécificités et migration • Politiques migratoires et recherche • Migration mixte
Autres : Organisations thématiques				
Processus de Bali	44 pays	L’OIM apporte un soutien administratif, et le Bureau d’appui régional facilite la mise en œuvre du Cadre de coopération régionale (CCR)	• Coopération régionale visant à lutter contre les crimes transnationaux de traite et de trafic illicite d’êtres humains	
CIG	16 pays	Secrétariat des CIG	• Asile et réfugiés • Admission, contrôle et exécution • Immigration et intégration	

<sup>2</sup> Le présent tableau est une version abrégée d'une vue d'ensemble plus complète des principaux PCR, qui peut être consultée à l'adresse : [www.iom.int/cms/rcp](http://www.iom.int/cms/rcp).